

*Questions orales*

prenons dans nos rapports commerciaux avec d'autres États, en l'occurrence les États-Unis, nous permettent de protéger l'avenir des pêches dans l'Atlantique, en fait de toutes les pêches au Canada, parce que notre secteur de la pêche est tributaire des exportations. Nous devons donc respecter des pratiques commerciales justes et assurer à nos pêcheurs les profits maximums sur leurs ressources en leur permettant de commercer et d'exporter vers les États-Unis dans le contexte du libre-échange.

**M. le Président:** Pour terminer cette période, j'accorde une seule question au député d'Edmonton-Est et une à la députée de Wild Rose.

\* \* \*

**LES ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE**

**M. Ross Harvey (Edmonton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Hier aux Pays-Bas, le Canada, avec la plupart des autres pays industrialisés, a convenu de stabiliser les émissions de dioxyde de carbone d'ici l'an 2000, bien que le ministre de l'Environnement ait dit: «Nous aurions voulu signer un accord un peu plus rigoureux.» Hier également, le ministre de l'Énergie a présenté deux projets de loi approuvant la participation du gouvernement fédéral aux projets Hibernia et OSLO, qui produiront des émissions additionnelles de dioxyde de carbone de 20 à 35 millions de tonnes par an. Le gouvernement va-t-il établir de nouveaux programmes, tels qu'un soutien accru pour l'éthanol utilisé comme carburant et des mesures de conservation qui permettraient de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> d'une quantité égale aux 20 à 35 mégatonnes additionnelles par an que produiront les projets Hibernia et OSLO?

**L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, le député a raison, le ministre de l'Environnement a effectivement déclaré que le Canada aurait voulu qu'un accord un peu plus substantiel soit signé à la conférence tenue aux Pays-Bas, mais nous continuerons, dans le cadre de nos diverses responsabilités, de faire pression au niveau autant national qu'international pour qu'on se penche sur la question des émissions de CO<sub>2</sub>.

Il est intéressant que le député ait parlé des projets OSLO et Hibernia, étant donné que ces projets de loi ont été présentés et ont franchi l'étape de la première lecture hier. Les néo-démocrates s'opposent au projet OSLO.

**M. Harvey:** C'est totalement faux.

**M. Epp:** Les néo-démocrates s'y opposent parce que ce projet va créer les difficultés dont le député a fait état dans sa question. Ils s'opposent à l'autosuffisance énergétique, au développement de l'Alberta et à Hibernia. Ils sont sans doute en faveur du chômage à Terre-Neuve, car ils ne veulent pas que cette province profite des retombées industrielles. Ils veulent tous les avantages sans assumer aucune des responsabilités.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

**Mme Louise Feltham (Wild Rose):** Monsieur le Président, un grand nombre de mes électeurs qui travaillent dans l'industrie du tourisme s'inquiètent des mesures récentes concernant leur industrie, à savoir les restrictions en matière d'environnement dans les parcs nationaux, la diminution des services de VIA Rail et les conséquences de la TPS proposée sur leur industrie du secteur des services fortement concentrée.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Va-t-il ordonner une étude pour déterminer les conséquences à long terme de la TPS sur l'industrie du tourisme, en particulier dans l'ouest du Canada?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, je suis heureux de répondre à la question de ma collègue. Premièrement, le tourisme est probablement l'industrie la moins polluante de notre pays et elle favorise habituellement un développement durable plus que n'importe quelle autre industrie.

Deuxièmement, en ce qui concerne VIA Rail, nous conservons les lignes les plus fréquentées dans l'ouest du Canada et nous offrons aussi au secteur privé la possibilité, qui n'existait pas auparavant, d'intervenir pour offrir dans l'avenir des services voyageurs aux touristes.

Quant à une étude, nous avons eu celle du Conference Board. Nous allons faire une étude prix-qualité ainsi qu'une grande étude du marché américain. Tout cela nous montre que le tourisme en Alberta, en Colombie-Britannique en particulier et dans l'Ouest prend un essor prodigieux et va continuer dans cette voie.

**M. le Président:** Le vice-premier ministre invoque le Règlement.